

Clameur de la Terre, clameur des pauvres...

Une voie personnaliste pour une politique solidaire de transition écologique

L'action politique pour lutter contre le dérèglement climatique, et protéger la planète, engager une transition écologique dans une société plus sobre, marque aujourd'hui le pas. Alors que le projet d'une coopération internationale est bouleversé par le chaos géopolitique, les technologies numériques, un capitalisme ivre de puissance, une contre-révolution culturelle portée par le libéralisme prédateur se déploie au cœur même de notre société. Elle porte un post-humanisme qui remet en cause nos valeurs. Faute d'un contrat qui intègre les dimensions écologiques et sociales, la marginalisation économique et sociale d'une partie d'entre nous déstabilise la démocratie : redire notre fraternité est un préalable.

Comment tirer parti du Personnalisme pour répondre aux reculs institutionnels constatés en France et en Europe, malgré une réelle prise de conscience de l'urgence climatique ?

Tout se passe comme si les acteurs politiques n'étaient plus capables de transformer en action et perspective communes la conscience de notre interdépendance entre nous et avec la nature. Et pourtant cette conscience est bien là, diffuse, croissante, mais n'est plus assez portée par le politique, ni dans d'autres lieux essentiels de la vie commune, comme le monde du travail et les entreprises. C'est bien l'indice d'une crise de l'agir ensemble qui affecte la démocratie dont l'objet même est d'accomplir l'espoir et les aspirations communes. Cette crise trouve sa racine dans un mode de conduite de la vie publique détaché des fondements anthropologiques à la base de nos institutions : la vie publique est de plus en plus focalisée sur l'utilitarisme de court terme et le « comment » et de moins en moins nourrie par le « pour quoi »,

Pour faire face à ce défi majeur de notre humanité, face à l'autoritarisme grandissant, il faut penser les causes profondes de ces reculs et retrouver les sources d'une espérance. Pour cela le personnalisme demeure aujourd'hui une ressource fraternelle, intellectuelle et spirituelle totalement renouvelable !

Fonder à la fois une existence personnelle, singulière, riche de toutes les dimensions qui composent l'humain et la possibilité de son épanouissement dans un destin commun, c'est précisément l'objet de la philosophie personnaliste.

En quoi consiste cette inspiration ?

- Elle consiste en une vision de la société qui met l'accent sur la cohérence et la qualité des relations entre les personnes, entre ces personnes et le vivant dont elles font partie, entre l'humanité et la Nature, distinctes et pourtant interdépendantes, et entre les générations. Cette vision réconcilie accomplissement personnel et participation à la promotion des « communs ». Elle renouvelle les solidarités institutionnelles. Elle est cependant exigeante et implique engagement, responsabilité et travail sur l'intériorité, elle porte une dimension spirituelle.
- Elle se traduit concrètement dans une manière de prendre soin du monde commun, de conduire l'action collective, celle des collectivités locales, de l'Etat, des institutions internationales mais aussi du monde du travail et de la vie sociale. Ce qui peut s'exprimer en quelques principes reliés entre eux : clarté, subsidiarité, participation, esprit de solidarité.

- La **clarté**, pour que les acteurs de la société puissent comprendre en quoi les mesures ou les incitations ou les investissements qu'il est demandé de réaliser contribuent effectivement aux finalités recherchées.
- La **subsidiarité**, clef de voûte du Personnalisme : seuls le cadre ou les principes généraux qui en assurent une cohérence d'ensemble doivent être contraignants laissant une grande place aux initiatives personnelles.
- La **participation**, qui permet un engagement personnel, mais implique que les politiques publiques, fondées sur des contrats, s'attachent à donner toute leur place à la parole des personnes concernées.
- La **solidarité**. Partout où des mesures contraignantes de caractère général sont nécessaires, par exemple en matière de taxation ou de planification du territoire, le mot d'ordre devra être celui de la solidarité pour que chacun contribue à la mesure de ses possibilités.

Le personnalisme nous propose de prendre en compte la terre et les hommes pour reformuler notre espérance.

Comment passer à l'action et créer les conditions pour que les initiatives se concrétisent ?

Il s'agit de reconnaître nos interdépendances. C'est là que la valeur du partage, nourri par ses racines spirituelles, prend toute son importance. Quelques pistes nous sont suggérées par des initiatives créatrices et imaginatives. Elles mettent sur la voie d'une conversion des regards et des comportements qui peut redonner du souffle à l'action collective au service de la personne. Des initiatives enracinées dans nos territoires et ouvertes sur la planète, des innovations publiques et entrepreneuriales, des vies épanouies dans le partage donnent dès aujourd'hui le goût du monde d'après. Un monde dans lequel l'attention à la personne sera à la base de toutes les décisions. Et si la transition social-écologique était avant tout une épopée humaniste ?

- Des initiatives, qui renouvellent la portée et la qualité de nos services publics, qui les rendent accessibles à tous. La déshumanisation des rapports des usagers avec ces services du fait de la numérisation de l'ensemble des démarches, ne permet plus l'attention portée à la situation des personnes. Les services publics les plus proches des individus, comme le service postal ou les services de transports publics, font l'objet d'initiatives des collectivités locales, pour recréer des services de proximité. Elles montrent que des solutions sont possibles.

Des initiatives pour sauvegarder les ressources naturelles. Les biens de la Terre sont destinés à tous et toutes et la propriété privée crée de fortes inégalités. Les dynamiques d'accaparement des sols, en France comme dans de nombreux pays du Sud, aggravent ces inégalités et font du sol un bien rare et précieux. La maîtrise de la propriété, du partage du sol, de sa transmission sont des enjeux majeurs.

- Des initiatives qui répondent, dans l'entreprise, au besoin de fournir un travail décent et ayant un sens ordonné à la réalisation de biens et de services durables, utiles à la société, ayant un impact écologique et social, porteuses d'innovations sociales. Développer la responsabilité sociale des entreprises, l'économie sociale et solidaire, revaloriser le travail en donnant une place plus importante à la voix des salariés, développer l'évaluation de l'impact économique et social et les investissements à impact, permettent d'aller dans le sens de décisions plus sociales et plus durables. C'est aussi le sens du devoir de vigilance défendu par des textes français et européens, qui doit être assumé par les dirigeants, les actionnaires, les acteurs sociaux pour préserver les droits humains fondamentaux. Or ce devoir de vigilance qui a été d'abord introduit en France, puis en Europe, est aujourd'hui remis en cause par le Parlement européen. C'est pourtant à ce niveau européen qu'il trouve tout son sens.

- Des initiatives qui favorisent le lien entre démocratie, écologie et la participation en mettant au cœur de leur fonctionnement la contribution des plus modestes. Prendre en compte les conditions de vie des plus précaires, et chercher, avec eux et à partir de ce qu'ils inventent eux-mêmes, à améliorer ces conditions de vie de tous, contribue à renforcer la justice sociale.

Faire de l'adaptation au changement climatique, un enjeu démocratique avec une réelle délibération commune et, par exemple des conventions citoyennes locales et concrètes, permettant à toute personne de s'exprimer, est primordial. Cela devrait permettre de porter l'ambition écologique au nom de l'intérêt de chaque citoyen et surtout des plus précaires. Ainsi il faut, par exemple, donner la priorité aux alternatives agroécologiques, aux énergies renouvelables, à la nécessité de coopérations locales, comme on le voit autour de la bataille sur les ressources et la qualité de l'eau. Des innovations systémiques sont nécessaires dans l'environnement comme dans la santé

Dans la finance, le développement de l'investissement socialement responsable, de la finance solidaire, de l'épargne salariale, provoque de nouveaux rapports avec les travailleurs. Cela permet d'intégrer la dimension de solidarité et de transition écologique.

Comment connecter les innovations pour en faire un horizon de changement ?

Ces initiatives bousculent des schémas et des organisations traditionnelles, elles répondent à un besoin sociétal auquel les logiques de marché ne peuvent répondre à elles seules, comme le montrent la question de la propriété privée du sol ou les questions du logement. Il faut penser autrement l'action publique. Coordonner l'ensemble des institutions locales et nationales est nécessaire, pour lutter contre l'approche actuelle, en silos étanches. Elles nécessitent également la volonté de rechercher des compromis, et des contrats, par le dialogue et le dépassement des intérêts particuliers, pour assurer une stabilité dans la mise en œuvre de ces innovations. Cela doit permettre une planification dont la dimension écologique sera essentielle.

Comme nous l'enseigne le personnalisme, c'est bien un partage équitable des rôles à jouer dans les prises de décisions face à la crise en cours qui nous permettra de sortir de celle-ci. Et en premier lieu l'écoute des personnes concernées.

Dès lors, la seule manière de faire face à la remise en cause actuelle du combat écologique n'est pas d'atténuer nos ambitions mais bien de faire de l'écologie, un levier d'inclusion sociale.

Les citoyens sont des acteurs de changement et leurs actions peuvent provoquer des changements institutionnels. Par leur engagement, par les valeurs de solidarité et de fraternité qui les animent, ils rendent possibles ou exigent des changements ou des innovations dans les politiques publiques, les politiques économiques ou sociales. Par leur action et les résultats qu'ils peuvent obtenir, ils ouvrent la voie à une société plus juste et plus fraternelle.

Cette déclaration est une invitation à l'action

La déclaration, rédigée après l'Université Populaire « Social-Ecologie, une Epopée humaniste » organisée par Esprit Civique en octobre 2025, ambitionne de rassembler les dynamiques portées par les racines personnalistes. Elle invite à un engagement radical pour intégrer combat écologique et justice sociale. Elle contribue à rendre ces initiatives contagieuses, inspirantes au-delà des circonstances particulières de leur avènement, aux différentes échelles du territoire, de la Nation et de l'Europe. Elle propose des bases incitatives et ambitieuses pour le nécessaire cadre politique, et ses conséquences fiscales et budgétaires.

Esprit Civique – novembre 2025